41.23

CILSS

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL

PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

SECRETARIAT EXECUTIF

Burkina Faso | Cap-Vert | Gambie | Guinée Bissau | Mali | Mauritanie | Niger | Sénégal | Tchad

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT
PERMANENT DIAGNOSIS PROJECT

SEMINAIRE SUR LA GESTION DE L'INFORMATION POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

Bamako 3-5 Juin 1991

INVENTAIRE DES DONNEES ET ANALYSE DES BESOINS

B. P. 7049 OUAGADOUGOU TELEX DIAPER 5378 BF Tél. : 33-66-92

SEMINAIRE SUR LA GESTION DE L'INFORMATION POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

Bamako 3-5 Juin 1991

INVENTAIRE DES DONNEES ET ANALYSE DES BESOINS

SOMMAIRE

DONNEES EXISTANTES ET DISPOSITIFS NATIONAUX

1. Inventaire et analyse des données existantes

2. Diagnostic des dispositifs d'information pour la Sécurité Alimentaire

2.1. Schéma de liaison production-utilisation actuelle des données

2.2. Analyse des domaines d'utilisation des données

ANALYSE DES BESOINS EN INFORMATION

1. Identification des besoins prioritaires

2. Regroupement des données prioritaires

CENTRALISATION DES DONNEES

1. Organisation des données de base de la Centrale d'Information

2. Fonctions utilitaires de la centrale

3. Problèmes pratiques

DONNEES EXISTANTES ET DISPOSITIFS NATIONAUX

1. INVENTAIRE ET ANALYSE DES DONNEES EXISTANTES

Des fiches d'inventaire des données existantes ont été remplies par les principaux services compétents pour le suivi de la situation alimentaire dans les pays du CILSS.

A cet effet les domaines d'information ont été classés en huit postes:

- Ressources humaines
- Environnement physique
- Environnement économique
- Productions et facteurs de production du secteur végétal
- Productions et facteurs de production du secteur élevage
- Stockage et commercialisation des céréales
- Commercialisation des produits de l'élevage
- Transformation et consommation de produits alimentaires.

L'inventaire des données existantes fait suivant cette classification a permis d'identifier les principales utilisations de ces données, les principales sources et d'apprécier leurs caractéristiques techniques dominantes.

1.1. Ressources humaines

Les données disponibles et reconnues nécessaires au suivi de la situation alimentaire sont les effectifs de la population urbaine, de la population rurale totale et de la population rurale active ainsi que l'effectif des populations courant un risque de crise alimentaire.

Ces données sont utilisées pour déterminer les besoins en céréales dans le cadre du bilan céréalier, pour déterminer les besoins des populations à risque en vue de leur approvisionnement.

* Les services nationaux de statistique et de démographie sont les seules sources de données sur les populations urbaines et rurales. Par intervalle de 10 ans, par suite de recensement, ces données sont disponibles par localité et sont alors jugées satisfaisantes. Entre deux recensements les effectifs sont

estimés par projection au niveau Arrondissement ou Préfecture. Ces projections sont jugées assez satisfaisantes voire peu satisfaisantes puisqu'elles sont faites à l'aide de taux d'accroissement globaux ne tenant pas compte de la migration.

Ce schéma est valable pour les pays dans lesquels il y a une régularité du recensement démographique : Burkina Faso, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal. Dans ces pays, le dernier recensement a eu lieu entre 1985 et 1988 (sauf en Gambie). En Guinée Bissau, au Cap Vert et au Tchad les recensements sont plus anciens et les chiffres de population sont quelque peu approximatifs.

* Les systèmes d'alerte précoce (SAP) quand ils existent et, en leur absence, quelquefois la Direction de l'Agriculture (cas du Sénégal), sont les sources des données sur les populations courant un risque de famine. Ces données sont des estimations d'effectif de population au niveau Arrondissement ou Préfecture. Plus exactement, on identifie l'Arrondissement ou la préfecture comme zone à risque et la population qui s'y trouve est considérée comme population à risque. De ce fait l'effectif de population à risque souffre des mêmes imperfections que les projections de population au niveau sub-régional. Pour l'utilisation qu'on en fait, ces données sont jugées peu satisfaisantes.

Au Mali et au Tchad on donne mensuellement les effectifs des populations à risque. Au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal, on fait une estimation par campagne agricole.

1.2. Données sur l'environnement physique

Deux types de données ont été inventoriés dans les pays : les données d'occupation des sols et les données climatologiques et hydrologiques.

* Parmi les données sur l'occupation des sols, on citera :

- les superficies des forêts
- les superficies pâturables
- les superficies cultivables
- les superficies irrigables.

Ces données sont disponibles sous forme de rapport pour le Burkina Faso, la Gambie, le Mali, le Niger et le Sénégal, partiellement disponibles pour le Tchad, le Cap Vert et la Guinée Bissau. Elles sont obtenues par différents moyens : moyen satellitaire (Mali), photographie aérienne (Sénégal), estimation des services de cartographie, des services des eaux et forêts.

On les utilise dans le suivi des aménagements pour l'établissement des bilans fourragers, pour des études de projet dans le domaine de l'élevage, de la production végétale et du tourisme. Pour ces utilisations, elles sont jugées peu satisfaisantes.

* Les données climatiques et hydrologiques considérées en rapport avec la question de sécurité alimentaire sont :

- la hauteur des pluies
- la fréquence des pluies
- le niveau de crue des cours d'eau de surface
- le débit des cours d'eau.

Ces informations sont disponibles dans tous les pays du CILSS. Elles sont obtenues par suite de relevés effectués à des points d'observation déterminés, journalièrement, décadairement ou mensuellement selon le cas.

Ces données sont utilisées pour le suivi de campagne agro-pastorale et constituent des éléments de prévision des récoltes. Elles sont jugées assez satisfaisantes et sont publiées à travers des rapports, quelquefois à travers les médias.

1.3. Données sur l'environnement économique

Par rapport à la sécurité alimentaire, les données sur l'environnement économique sont des indicateurs de mesure du degré d'accessibilité à la nourriture dans les conditions du marché.

les données disponibles sont :

- le taux d'accroissement du PIB (Produit Intérieur Brut)
- le PIB par tête
- les revenus et dépenses des ménages
- l'indice général des prix.

Ces données sont déterminées par les services nationaux de statistique à partir des résultats d'enquête et des statistiques administratives. Elles sont significatives au niveau national sauf pour l'indice qui est établi pour la capitale nationale et rarement (cas du Mali) pour les capitales régionales. L'indice est mensuel et trimestriel. Le PIB est déterminé annuellement mais n'est disponible que deux ans après l'année de référence. On en donne cependant une prévision. Les revenus et dépenses des

ménages sont déterminés à travers les comptes nationaux annuels au niveau national. Leur structure est déterminée par enquête auprès des ménages ; ces enquêtes sont considérées comme ayant un caractère ad-hoc. Ainsi les enquêtes les plus récentes sur les dépenses des ménages ont eu lieu au Mali (1987/88, 1988-89) en Mauritanie (1989/90) au Niger (1988 pour la ville de Niamey). Leur exploitation n'est pas achevée.

Les principaux domaines d'utilisation actuelle de ces données sont la prévision économique, la définition des orientations économiques à moyen et long termes, les comparaisons régionales et internationales, la détermination du pouvoir d'achat et du niveau de vie des populations. Elles sont jugées de qualité satisfaisante en Gambie et au Niger, assez satisfaisante au Burkina Faso, au Mali et au Tchad. Leur diffusion se fait principalement à travers des rapports de publication et de façon ad-hoc à travers les médias.

1.4. Données sur la production et les facteurs de production du secteur végétal

Les données inventoriées ont été classées en trois sous-groupes :

- les données sur le suivi de campagne et sur la production agricole,
- les données sur les intrants et l'équipement,
- les données sur les caractéristiques structurelles des unités de production.

* Pour le suivi des cultures et l'estimation de la production, on dispose dans les pays de données de :

- suivi des cultures (évolution phénologique des cultures, état végétatif),
- la situation phytosanitaire et acridienne,
- superficies cultivées, (bds)
- superficies irriguées,
- rendement des cultures,
- prévision de récoltes céréalières,
- l'estimation de la production végétale.

Ces données sont collectées à travers le réseau d'information agricole et le dispositif d'enquête agricole des services du Ministère de l'Agriculture. Le niveau de signification est sub-régional (arrondissement, cercle ou préfecture). Il s'agit de données dont la production est assez régulière ; mensuellement ou décadairement pour les suivis et annuellement pour les estimations de superficie, de rendement et de production. Elles sont utilisées pour l'évaluation de la campagne agricole et l'établissement des bilans céréaliers. Leur périodicité est jugée assez satisfaisante. Elles sont publiées à travers des rapports principalement.

* Les données sur les intrants et sur l'équipement agricole portent sur les quantités produites, les quantités importées, les quantités utilisées, les prix et les coûts de production. Elles sont fournies par les Directions de l'Agriculture et établies à partir de statistiques administratives. Elles sont consignées dans des rapports annuels dont la parution est régulière. On les emploie pour préparer la campagne agricole et elles sont quelquefois utilisées pour faire des études de projet. Toutefois ces données sont jugées peu satisfaisantes ; ces statistiques administratives présentant le défaut de ne saisir les faits que de façon partielle.

* Les données sur les caractéristiques structurelles des unités de production agricole sont rarement disponibles. La typologie des exploitations a été faite de façon ad-hoc au Sénégal (1990), au Niger (1978 et 1980) et au Cap Vert (1988) ; ailleurs il existe quelques études monographiques de portée limitée. Le comportement des producteurs ne fait pas non plus l'objet d'étude spécifique. L'absence de recensement agricole et d'enquête socio-économique expliquerait ce manque de données.

1.5. Production et facteurs de production du secteur élevage

les données existantes sur ce domaine peuvent être classées en trois groupes :

- état du cheptel et paramètres de production du secteur
- intrants et équipement du secteur
- caractéristiques structurelles des unités de production.

* L'état du cheptel fait appel à :

- la situation zoo-sanitaire,
- l'effectif du cheptel,
- la dynamique du cheptel,

- la structure du troupeau et

- aux abattages.

L'état sanitaire du troupeau est obtenu par relevé par le service vétérinaire (statistique administrative). Les donnees sont établies par zone géographique, par région et pays mensuellement ou trimestriellement. Elles sont analysées et diffusées régulièrement à travers des rapports mensuels, trimestriels et annuels.

Elles servent à la surveillance épidémiologique et à l'établissement du bilan de la campagne agro-pastorale. Pour les finalités, elles sont considérées comme assez satisfaisantes à peu satisfaisantes.

Les effectifs du cheptel, la structure et la dynamique du troupeau sont établies par les services de l'élevage généralement à partir d'estimation et rarement par enquête. S'agissant des effectifs par espèce, ils sont obtenus par estimation à partir des chiffres de vaccination au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad et sont alors disponibles annuellement. Ils sont jugés de peu de valeur. Au Burkina Faso, en Gambie, en Guinée Bissau, des enquêtes récentes ont permis d'estimer les effectifs par espèce. Ces estimations sont ponctuelles mais sont considérées comme valables.

La structure et la dynamique du troupeau restent mal connues dans la plupart des pays. Le suivi du troupeau bovin au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal ont permis de disposer de données parcellaires. Les données de structure et de la dynamique des petits ruminants sont pratiquement inexistantes. Globalement, on considère peu satisfaisantes les données sur la structure et la dynamique du troupeau.

Les abattages commerciaux sont établis à l'aide des statistiques des abattoirs contrôlés. On dispose ainsi par espèce et par mois du nombre de bêtes abattues ainsi que du poids moyen des carcasses.

Les abattages commerciaux clandestins et les abattages familiaux sont très mal connus. Des estimations en sont données dans presque tous les pays, mais elles sont jugées non satisfaisantes.

Les données sur l'état du cheptel sont utilisées pour l'élaboration des politiques sectorielles et le suivi de l'évolution du cheptel. Elles sont rarement utilisées pour l'estimation de la production du secteur.

* Les données inventoriées sur les intrants et équipement du secteur élevage se rapportent :

- à l'état des pâturages
- à la production de fourrage
- à l'aliment bétail (production, importation, prix)
- aux produits vétérinaires
- à l'équipement et l'infrastructure du secteur élevage.

L'état des pâturages est apprécié à l'aide d'un suivi qualitatif dans les grands pays d'élevage du CILSS (Tchad excepté, semble-t-il) de la part des Directions de l'élevage principalement par des méthodes terrestres mais aussi satellitaires. Ce suivi est régulier (mensuel et annuel) et les résultats sont diffusés sous forme de rapport. Les informations relatives sont qualifiées différemment : peu satisfaisantes en Gambie, assez ou peu satisfaisantes au Mali, assez satisfaisantes au Sénégal et au Burkina Faso.

La production fourragère n'est presque jamais évaluée. Les estimations faites en Gambie et au Mali sont jugées peu satisfaisantes.

Les statistiques sur l'aliment du bétail sont très incomplètes. Le cas du Sénégal où la Direction de l'Elevage dispose de données sur la production, les importations et les prix est une exception. Ailleurs on ne cerne que la production et les prix des sous-produits industriels.

Les importations des produits vétérinaires sont assez bien connues à partir de statistiques administratives, les données s'y rapportant sont consignées dans des rapports annuels mais font l'objet de peu d'analyse.

Les données sur les équipements et infrastructures ne sont disponibles qu'au Burkina Faso, au Mali et au Tchad où elles sont jugées assez à peu satisfaisantes.

Dans l'ensemble, les informations sur les intrants et l'équipement du secteur élevage n'ont pas une utilisation bien spécifique. Ce manque de finalité pourrait expliquer les insuffisances constatées à leur niveau.

* les caractéristiques structurelles des unités de production animale (les systèmes de production, les comportements des éleveurs) ne sont pas connues pour une période suffisamment récente.

1.6. Stockage et commercialisation des céréales

Les données inventoriées dans ce domaine portent sur :

- les stocks publics
- les stocks des commerçants privés
- les stocks des paysans
- les capacités de stockage public et privé
- les prix intérieurs et à l'importation
- les importations et exportations de céréales
- les circuits de commercialisation
- le comportement des commerçants.

* Les stocks publics sont assez bien connus. Ils sont déterminés par les organismes céréaliers, les sociétés et entreprises publiques chargées de la production, de la transformation, du stockage et de la commercialisation des céréales. Les données sur le volume des stocks sont disponibles mensuellement.

Elles sont utilisées pour l'établissement du bilan céréalier et pour informer les décideurs en vue d'un meilleur approvisionnement des zones. A cet égard, elles sont considérées comme d'assez bonne qualité. Elles font l'objet d'analyse et de publications trimestrielle et annuelle dans des rapports.

Par contre les stocks de commerçants privés sont mal déterminés sauf au Niger et au Sénégal où des tentatives d'évaluation ont eu lieu. Les résultats sont jugés assez satisfaisants mais on ne précise pas quelles utilisations précises en sont faites.

Les stocks paysans sont évalués annuellement par enquête au niveau national. Il s'agit des stocks résiduels de fin d'exercice (Septembre-Octobre). Les estimations sont faites par les services de statistiques agricoles quelquefois en collaboration avec la statistique nationale. Les données, jugées assez satisfaisantes, sont utilisées dans l'établissement du bilan céréalier.

* Les capacités de stockage public sont assez bien connus. Par contre, à l'exception du Sénégal, on ne connaît pas les capacités de stockage privé.

* Les prix intérieurs au producteur et au consommateur sont relevés sur les marchés. Ces relevés se font hebdomadairement ou par quinzaine. Les prix sont publiés par marché ou par niveau géographique à travers des rapports hebdomadaires et mensuels et par voie de presse à l'attention des opérateurs économiques.

Les prix à l'importation sont moins connus et on n'en donne peu d'utilisation précise bien qu'il soit évident que les agences d'aide et les organismes céréaliers en font usage dans la mise en oeuvre de leur politique d'importation de céréales.

* Les importations de céréales sont connues à travers les statistiques administratives des douanes, des Directions Nationales de Transport, des Organismes de stockage et de commercialisation. Il s'agit uniquement des importations officielles commerciales et non commerciales. Les données sont satisfaisantes à assez satisfaisantes ; elles sont souvent centralisées au niveau de la statistique agricole et des services nationaux de statistique. Toutefois les importations non officielles ne sont nulle part connues.

Les données sur l'importation sont utilisées dans l'établissement du bilan céréalier.

* Les circuits de commercialisation ont fait l'objet d'études ponctuelles au Burkina Faso (1988), au Mali (1990), au Niger (1991) et au Sénégal (1990). Il s'agit d'études ad-hoc qui ont donné lieu à des publications sous forme de rapport. Elles ont permis de déterminer les axes de commercialisation et ont quelquefois servi (cas du Sénégal) à l'élaboration des politiques d'approvisionnement des populations. Le comportement des commerçants n'a fait l'objet, nulle part, d'étude spécifique.

1.7. Commercialisation des produits de l'élevage

Les données disponibles concernent :

- le prix du bétail
- l'offre et la vente du bétail
- les importations et exportations de bétail
- les circuits de commercialisation.

* Les prix, l'offre et la vente de bétail sont déterminés par enquête sur les marchés à bétail. Ces enquêtes sont menées par les services de l'élevage et ont une périodicité hebdomadaire. Les données sont fournies par marché. Elles sont assez régulièrement collectées et sont publiées mensuellement

dans des rapports et font quelquefois l'objet de diffusion hebdomadaire par voie de presse. Les appréciations sur la qualité de ces données sont nuancées.

* Les exportations officielles de bétail sont connues de façon satisfaisantes à travers des statistiques administratives. Il existe cependant des exportations non contrôlées sur lesquelles on ne dispose d'aucune statistique valable.

* Pour les circuits, les informations existantes portent sur les axes de commercialisation.

1.8. Transformation et consommation de produits alimentaires

* Les informations sur la transformation de produits céréaliers et animaux sont considérées comme inexistantes par les structures nationales. On signale l'existence de données sur la transformation industrielle de céréales (minoterie, décortiquage de paddy) et qui font l'objet de très peu de diffusion.

* La consommation de produit alimentaire a fait l'objet d'études et enquêtes ad-hoc souvent parcellaires. Il n'existe pas de données utilisables sauf au Mali (1988/89) et au Sénégal (1985). Le niveau de signification est sub-national et par milieu (urbain-rural). On juge ces données peu satisfaisantes.

Le taux d'auto-consommation des agriculteurs n'est connu nulle part. On en fait une tentative d'évaluation au Mali à travers le dispositif d'enquête agricole mais les données récoltées ne sont pas exploitées.

Les statistiques sur l'état nutritionnel des populations ne sont pas établies dans la plupart des pays du CILSS même si les sources pour en établir certaines existent (Centres nutritionnels et formations sanitaires). Les dispositifs nationaux de suivi des populations à risque donnent de façon très épisodique des informations sur l'état nutritionnel des enfants dans des localités spécifiques.

2. DIAGNOSTIC DES DISPOSITIFS D'INFORMATION POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

L'inventaire fait dans le chapitre précédent doit être complété par une analyse fonctionnelle permettant de mettre en rapport la production et l'utilisation des données pour la sécurité alimentaire et ceci au regard des besoins. Il s'agit dans un premier temps, par domaine et pour chaque indicateur, de spécifier à la fois qui le produit et qui l'utilise et en quoi cette utilisation satisfait aux besoins. Ensuite une classification des utilisations est faite pour mettre en évidence les interférences qui pourraient exister entre la production et l'utilisation des données mais aussi les raisons d'éventuels dysfonctionnements.

2.1. Schémas de liaison production-utilisation actuelle des données pour la sécurité alimentaire.

Les tableaux 1 à 8 de l'annexe I permettent de visualiser la liaison production-utlisation par les structures impliquées.

L'examen des schémas par domaine fait ressortir que généralement le producteur principal est utilisateur principal de l'information. Le service générateur est de fait tenu par vocation d'élaborer les instruments d'aide à la prise de décision. Cette situation est assez prononcée dans le domaine de la production végétale et davantage dans celui de la production animale.

Par contre les données sur la population et sur l'environnement économique qui sont l'exclusivité des services nationaux de la statistique et de la démographie (chargés aussi de la comptabilité nationale) ont des utilisateurs divers.

Le troisième cas de figure, qui est constaté dans le domaine de la commercialisation (céréales et élevage), est une relative dispersion des intervenants à la collecte d'une part et plusieurs catégories d'utilisateurs d'autre part.

* Cette configuration générale des dispositifs nationaux appelle trois observations principales :

- La première est la focalisation des activités de génération et d'utilisation de l'information autour des aspects de commercialisation de céréales et de produits animaux, des activités de suivi et d'évaluation de la production végétale. Sont ignorés les domaines en amont de la production tels que celui des facteurs de production, des intrants et celui du fonctionnement des unités de production (exploitation agricole, unité d'élevage). Sont également absentes les données sur les effets latents de la situation alimentaire sur les populations, seules les crises aigües étant considérées. De même les données permettant de qualifier l'état de pérennisation de l'accès à la nourriture, sont absentes de la production des dispositifs nationaux. Il s'agit d'autant d'aspects structurels mal connus.

A titre d'exemple de champs d'investigation non ou peu couverts on citera les principaux, à savoir :

- les revenus des producteurs des secteurs de l'agriculture et de l'élevage
- la consommation des ménages
- les caractéristiques structurelles des unités de production (agriculture et élevage)

- les comportements et motivations des opérateurs économiques dans les domaines de la commercialisation des céréales et des produits de l'élevage

- l'état nutritionnel et alimentaire latent des populations.

On y voit deux raisons principales. D'abord la production de l'information sur un secteur par les services techniques chargés de la gestion de ce secteur a tendance à privilégier la "gestion quotidienne". D'autre part l'emprise des crises alimentaires est telle que les solutions de court terme prennent le pas, au niveau même des décideurs politiques, sur les solutions de moyen et long termes ; ceci joue sur le type d'informations à rechercher et l'utilisation principale à en faire.

- **La deuxième** observation porte sur la faible convergence au niveau institutionnel, des utilisations, qui s'explique par l'absence d'une structure de synthèse effective. L'utilisation de l'information aux fins de sécurité alimentaire apparaît ainsi grandement sectorielle. Même si les activités de collecte sont à juste titre quelque peu déconcentrées, l'absence d'une structure de synthèse ne se justifie point.

Ce manque de structure de synthèse rend l'appareillement des données et leur collationnement difficiles et donc limite l'analyse des phénomènes complexes auxquelles elles se rapportent.

D'un point de vue pratique, l'absence de synthèse ne permet pas de mettre en évidence le rôle et l'utilité des différents domaines d'information.

- **En troisième** lieu, on observe que si les données existantes sont globalement adéquates à peu adéquates selon leurs forme et spécification aux besoins des utilisateurs, elles sont généralement de qualité moyenne. Il y a bien un effort à faire pour l'amélioration de la qualité des données principalement du point de vue de la fiabilité et de la disponibilté.

Ceci nécessite concertation entre producteurs d'une part et entre producteurs et utilisateurs d'autre part.

2.2. Analyse des domaines d'utilisation des données

L'inventaire a permis de recenser les principales utilisations des données existantes dans le cadre de la sécurité alimentaire. Ces utilisations ont été regroupées en domaines.

Le schéma ci-après résume les relations entre les données et les utilisations qui en sont faites.

A l'examen de ce schéma, on note la concomitance dans l'utilisation de certaines données. Ainsi les données sur la population, sur le niveau de la production, les données sur la production animale, sur les stocks et les marchés sont utilisées pour le suivi et l'amélioration de l'approvisionnement des populations. De même, l'établissement du bilan céréalier nécessite les données sur les effectifs de population, les niveaux de la production, des stocks et sur les importations et exportations de céréales.

Cette utilisation concomitante qui est certainement signe de valorisation (l'inventaire n'a pas permis de spécifier les modes et degrés d'utilisation) ne concerne encore une fois que les besoins de très court terme. Elle ne signifie pas forcément mise en commun des informations par une structure ou un groupe de structures ; il y a davantage utilisations différentes des mêmes données pour la même cause (cas de l'approvisionnement des populations).

On remarquera aussi que certains domaines d'utilisation ne sont pas concernés par des données existantes comme ils auraient dû l'être. Les politiques de développement de l'élevage, les études de projets agricoles ne font apparemment référence ni aux données de population, ni aux données sur l'environnement économique des secteurs concernés. Il faut peut être y voir une insuffisance de l'inventaire, mais on doit cependant s'interroger sur le peu d'utilisation faite de façon générale des données existantes, abstraction faite de leur qualité et de leur disponibilité réelles c'est-à-dire sous forme accessible.

Données existantes sur :	Domaines d'utilisation (même code en lettre pour les domaines identiques ou similaires)
1. Population . Effectifs . Population à risque	. Etabliss. bilan céréalier (A) . Approvis. des populations (B)
2. Environnement . Occupation des terres . Données météo/hydrologiques	. Politique de dévelop. élév. (C) . Etude projets agricoles (D) . Evaluat.campag.agro-pastor. (E)
3. Environnement économique . Agrégats économiques . Revenu dépenses . Niveau général des prix	Appréciation des possibilités d'accès à la nourriture (F)
4. Production végétale . Etat des cultures 4.1. Paramètre de production . Niveau de production	. Etabliss. bilan céréalier (A) . Evaluation campagne (E) . Approvis. population (B)
4.2. Facteur product.(intrants) . Equipement . Caractérist. des unités	. Etude projets agricoles (D) . Programmation campagne (E)
5. Production animale 5.1. Etat du cheptel . Paramètres de production . Production	. Evaluation de la campagne agro-pastorale (E) . Approvis. populations (B)
5.2. Facteur product.(intrants) . Equipement . Caractérist. des unités	. Politique de développement de l'élevage (C)
6. Stockage et commercialisation des céréales 6.1. Volume stocks . Capacités stockage . Import./export de céréales	. Etabliss.bilan céréalier (A) . Approvis. populations (B) . Appréciat. accessibilité aux céréales (F)
6.2. Prix céréales . Circuits commercialis.	. Informat. professionnels (A) . Approvis. populations (B) . Appréciat. accessibilité aux céréales (F)
7. Commercialisation produits de l'élevage 7.1. Prix et offre animaux . Export. animaux	. Approvis. populations (A) . Informat. professionnels (H)
7.2. Circuits de commercialis.	. Politique commerc. produits de l'élevage (C)
8. Transformat. et consommation des produits alimentaires	?

C O N C L U S I O N

On constate une grande variété de données, de qualité quelquefois moyenne certes mais couvrant plusieurs domaines de la sécurité alimentaire.

On retient cependant que les dispositifs d'information pour la sécurité alimentaire forment un système inachevé du fait de l'absence de domaines entiers tant de production de l'information que de son utilisation et du fait d'un manque de structure de synthèse. Ceci contribue à diminuer leur efficacité.

Par ailleurs, l'ensemble formé par ces dispositifs tente préférentiellement de répondre à des préoccupations immédiates notamment celles liées à l'approvisionnement à court terme des populations.

Ainsi, la vision globale qui intègre la production de l'information et son utilisation pour la prise de décision, dans un système dont la dynamique est propre, manque apparemment ou n'est pas suffisamment partagée pour qu'il y ait une véritable concrétisation des effets bénéfiques d'une gestion conséquente de l'information pour la sécurité alimentaire.

ANALYSE DES BESOINS EN INFORMATION POUR LES POLITIQUES DE SECURITE ALIMENTAIRE

Cette analyse se fonde sur les résultats du dépouillement des fiches d'identification des besoins, remplies par les services nationaux (services de l'agriculture, de l'élevage, de commercialisation de la statistique), des représentants des opérateurs économiques (chambre de commerce, chambre d'agriculture) et les représentations et structures techniques des agences d'aide dans les pays du CILSS (CCE, FAO, PAM, PNUD, USAID, FEWS, Coordination des O.N.G., etc.).

La démarche adoptée a consisté à définir les besoins primaires en fonction des types de politiques de sécurité alimentaire : politiques de court terme, politiques de moyen terme, politiques de long terme.

* Les politiques de court terme visent à garantir l'approvisionnement correcte des populations pour un horizon ne dépassant pas douze mois. En fait, il s'agit de considérer toutes les ressources mobilisables à l'issue d'une campagne agricole pour satisfaire les besoins des populations.

On peut classer ces politiques en trois groupes :

Les politiques d'aide à la production végétale et animale cherchant à éviter un échec général ou local de la campagne. Leur mise en oeuvre se fait par les actions de mise à disposition des intrants, des actions de protection des végétaux, d'intervention zoo-sanitaires, des actions de reconstitution de la force de travail et d'insertion sociale pour les populations ayant subi antérieurement des sinistres.

Les politiques commerciales de produits alimentaires visent à assurer les conditions optimales d'approvisionnement régulier des populations, en cherchant à éviter les dysfonctionnements du marché de ces produits par l'adoption de mesures administratives, par des interventions directes et indirectes sur le marché (achat et vente, information prise en charge de l'approvisionnement de zones spécifiques).

Les politiques de gestion de crise alimentaire agissent par identification des populations courant des risques de crise ou la subissant et par la mise en oeuvre d'actions urgentes pour éviter ou enrayer cette crise. Elles impliquent l'existence de stocks de réserve réels ou virtuels.

* Les politiques de sécurité alimentaire de moyen terme pour un horizon de 1 à 4 ans visent principalement à réduire les grands déséquilibres physiques, les caractéristiques structurelles étant données. Comme composantes principales, on retiendra :

- les politiques de promotion de la production alimentaire

- les politiques de stockage pluriannuel

- les politiques d'importations (importations commerciales et aide alimentaire) et d'exportations et les mesures économiques, financières et budgétaires connexes.

* Les politiques de sécurité alimentaire de long terme cherchent à provoquer des modifications structurelles dans le sens d'une augmentation régulière et consistante de la production alimentaire et de garantir un accès permanent et suffisant des populations à la nourriture par des moyens économiques propres. Elles englobent :

- les politiques de population

- les politiques alimentaires et nutritionnelles

- les politiques de l'environnement

- les politiques de gestion de l'eau

- les politiques de promotion de la population et de la productivité végétale et animale

- les politiques d'organisation sociale

- les politiques de revenus

- les politiques du commerce intérieur/extérieur de produits végétaux et animaux principalement alimentaires.

* Il est important de définir avec précision et de conduire avec circonspection ces trois types de politiques qui sont mis en oeuvre simultanément. Il est également important d'identifier leurs domaines d'interférence pour assurer leur cohérence dans le temps et dans l'espace. Pour toutes ces raisons, il faut des informations ciblées et bien appropriées.

1. IDENTIFICATION DES BESOINS PRIORITAIRES

Les tableaux 1 à 8 de l'annexe 2 répertorient par type de politique les domaines et rubriques pour lesquelles l'information est souhaitée, avec précision des périodicités, des niveaux de signification et mention du degré de priorité accordée. Le résumé en est donné dans le tableau ci-après :

BESOINS PRIORITAIRES EN DONNEES (Résumé)

Domaines/Rubriques	TYPES DE POLITIQUE			Degré priorité
	Court terme	Moyen terme	Long terme	
1. Données sur la population				
. Effectifs	xx	xx	xx	Assez prioritaire
. Populations à risque	xxx			Très prioritaire
2. Données sur l'environnement physique				
. Données agro-météo-hydrologie	xxx	x	x	Très prioritaire
. Occupation des terres	x	xx	x	Assez prioritaire
3. Données sur l'environnement économique				
. Agrégats économiques	xx	xx	x	Peu prioritaire
. Commerce extérieur	xxx	x	x	Assez prioritaire
. Revenus et dépenses	xx	xx	x	Très prioritaire
. Niveau général des prix	xxx	xx	x	Très prioritaire
4. Données sur le secteur production végétale				
. Suivi des cultures	xxx	x	x	Très prioritaire
. Paramètres de product.	xx	xx	x	Assez prioritaire
. Niveau de product.	xx	x	x	Très prioritaire
. Facteurs de product.	xx	x	x	Assez prioritaire
5. Données sur le secteur de la production animale				
. Etat du cheptel	xx	xx	x	Très prioritaire
. Paramètres de product.	x	x	x	Assez prioritaire
. Niveau de production	x	x	x	Très prioritaire
. Facteur de production	x	x	x	Assez prioritaire
6. Données sur le stockage et la commercialisation des céréales				
. Volume des stocks	xxx	x	x	Très prioritaire
. Capacités de stockage	xx	xx	x	Assez prioritaire
. Importation/Exportation des céréales	xxx	xx	x	Assez prioritaire
. Marché de cér. (prix)	xxx	xx	x	Très prioritaire
. Organisation commerce	xx	xx	x	Assez prioritaire
7. Commerce des produits de l'élévage				
. Prix/offre bétail	xxx	x	x	Très prioritaire
. Exportation du bétail	x	x	x	Assez prioritaire
. Organisation commerce		xx		Peu prioritaire
8. Données sur transformation/consommation des produits alimentaires				
. Niveau malnutrition	xx	xx	x	Très prioritaire
. Ratios de consommmation	x	x		Assez prioritaire
. Techniques de transformation	x	x	x	Peu prioritaire

xxx : très demandée
xx : assez demandée
x : peu demandée

Au delà du simple constat de la prépondérance de la demande d'information pour les politiques de court terme, on notera l'interférence entre cette demande et celle de l'information pour les politiques de moyen terme du fait de l'incidence opérationnelle qu'a cette interférence.

Les données utiles à la fois pour les politiques de court terme et celles de moyen et long termes sont des données dont l'accumulation permet de retracer la dynamique des phénomènes représentés. Le stockage de ces données sous forme convenable constitue en soi une façon de satisfaire en partie aux besoins en information pour ces dernières politiques.

2. REGROUPEMENT DES DONNEES PRIORITAIRES

En considérant les résultats de l'inventaire qui fait apparaître une très forte spécialisation dans la production des données sur la sécurité alimentaire et une utilisation relativement plus déconcentrée mais pas suffisamment, et compte tenu des prépondérances établies suite à l'analyse des besoins, on suggère une fédération de certains domaines pour constituer des ensembles cohérents dont les éléments peuvent se valoriser mutuellement. Cette fédération peut se faire ainsi :

a) production végétale et environnement physique

b) production animale et commercialisation de produits animaux

c) stockage, commercialisation et aide alimentaire

d) prévention et gestion des crises alimentaires

e) consommation et environnement socio-économique

f) stratégies, politiques et technologies alimentaires.

Chacun de ces grands domaines doit faire l'objet de programmation des activités, d'expression des besoins pour la mise en oeuvre, de procédure d'évaluation continue de l'état de l'information, du stade de la production à celui de l'utilisation. D'autre part les liens fonctionnels entre eux doivent être établis. En somme, il s'agira de les considérer comme éléments d'un système orienté vers la satisfaction des besoins exprimés.

CENTRALISATION DES DONNEES

La rationalisation de la production et de l'utilisation des données ne peut aucunément exclure leur centralisation sur support informatique afin d'en rendre le stockage efficace et l'accès facile.

Le projet Diagnostic Permanent a initié en 1987 une centrale sur support informatique permettant de stocker des données utiles pour le suivi de la situation alimentaire. En 1989, cette centrale a été restructurée en élargissant les champs couverts et en augmentant sa convivialité. La centrale comprend des éléments périphériques constitués par les centrales nationales, et au niveau du siège du projet, se trouve les données relatives aux neuf pays du CILSS.

1. Organisation des données de base de la centrale

Les données sont organisées en quatre domaines :

1. Population
2. Production végétale
3. Production animale
4. Environnement.

Chaque domaine est subdivisé en thèmes et chaque thème contient un certain nombre de fichiers. Il y a au total 48 fichiers (voir liste ci-après).

DONNEES DE BASE

DOMAINE 1: *POPULATION*

FICHIERS:

1 - POPULATION/ZONE
2 - POPULATION/ACTIVITE'

DOMAINE 2: *PRODUCTION VEGETALE*

THEME 1: *FACTEURS DE PRODUCTION*

FICHIERS

3 - EXPLOITATION: EQUIPEMENT
4 - MATERIEL AGRICOLE: PRODUCTION ET IMPORTATION
5 - MATERIELAGRICOLE: ACQUISITIONS ET STOCKS
6 - ANIMAUX DE LABOUR
7 - SEMENCES AMELIOREES: PRODUCTION ET COMMERCIALISATION
8 - SEMENCES AMELIOREES: PRIX MOYEN
9 - SEMENCES: PRODUCTION ET TAUX D'UTILISATION
10 - ENGRAIS ET PRODUITS PHYTOSANITAIRES: PRODUCTION ET IMPORTATION
11 - ENGRAIS ET PRODUITS PHYTOSANITAIRES: VENTES ET PRIX

THEME 2: *PRODUCTION: PARAMETRES ET NIVEAU*

FICHIERS

12 - PRODUCTION VEGETALE DE SAISON
13 - PRODUCTION VEGETALE HORS-SAISON
14 - CULTURES ASSOCIEES DE SAISON
15 - CULTURES ASSOCIEES HORS-SAISON

THEME 3: *RESSOURCES ET EMPLOI DES CEREALES*

FICHIERS

16 - IMPORTATION DES CEREALES
17 - EXPORTATION DES PRODUITS VEGETAUX
18 - AIDE ALIMENTAIRES
19 - COMMERCE NATIONAL DES CEREALES
20 - STOCK CEREALIERS: QUANTITES STOCKEES
21 - STOCK CEREALIERS: CAPACITE DE STOCKAGE
22 - CONSOMMATION HUMAINE DES CEREALES ET AUTRES UTILISATIONS
23 - CONSOMMATION HUMAINE APPARENTE

THEME 4: *REVENUES ET DEPENSES DU SECTEUR DE LA PRODUCTION*

FICHIERS

24 - PRIX DES PRODUITS CEREALIERS
25 - PRIX DES PRODUITS NON CEREALES
26 - PRIX D'IMPORTATIONS DES CEREALES
27 - PRIX D'EXPORTATION DES FOURNISSEURS
28 - PRIX D'EXPORTATION DES PRODUITS VEGETAUX

DOMAINE 3: *PRODUCTION ANIMALE*

THEME 1: *FACTEURS DE PRODUCTION*

FICHIERS

29 - ALIMENT BETAIL: PRODUCTION ET PRIX
30 - EQUIPEMENT - INFRASTRUCTURES
31 - SANTE ANIMALE
32 - PRODUITS SANITAIRES: PRODUCTION ET COMMERCIALISATION
33 - PRODUITS SANITAIRES: IMPORTATIONS

THEME 2: *PARAMETRES DE PRODUCTION DU BETAIL*

FICHIERS

34 - ABATTAGES
35 - EFFECTIFS BETAIL: SEXE ET CATEGORIE
36 - PARAMETRES DE LA DYNAMIQUE ET D'EXPLOITATION DU TROUPEAU
37 - PRODUITS ANIMAUX: PRODUCTION

THEME 3: *COMMERCIALISATION*

FICHIERS

38 - COMMERCE NATIONAL DU BETAIL: OFFRE ET VENTES
39 - COMMERCE NATIONAL DU BETAIL: PRIX
40 - COMMERCE NATIONAL DES PRODUITS ANIMAUX: PRIX
41 - IMPORTATION: BETAIL ET PRODUITS ANIMAUX
42 - EXPORTATION: BETAIL ET PRODUITS ANIMAUX

THEME 4: *CONSOMMATION*

FICHIERS

43 - CONSOMMATION DES PRODUITS ANIMAUX
44 - COMMERCE NATIONAL DU BETAIL: PRIX

DOMAINE 4: *ENVIRONNEMENT*

THEME 1: *ENVIRONMENT ECONOMIQUE ET INSTITUTIONNEL*

FICHIERS

45 - INDICATEURS ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL (*)

THEME 2: *ENVIRONNEMENT PHYSIQUE*

FICHIERS

46 - PLUVIOMETRIE
47 - DESTINATION DES SUPERFICIES ET AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE
48 - HYDROGRAPHIE

Chaque fichier est structuré de telle sorte que les valeurs des variables soient définies par pays, année de référence avec l'indication de la source. Il existe ainsi des séries de données dont certaines commencent en 1960 (superficie, population, rendement et pluviométrie par exemple). Pour la plupart des fichiers, les données se rapportent à la période commençant en 1980.

2. Fonctions utilitaires de la centrale.

Il existe trois fonctions principales :

- Mise à jour
- Gestion
- Edition de tableaux.

* La fonction de mise à jour permet des ajouts, des modifications, des suppressions, l'édition (affichage, impression) de données, l'importation et l'exportation de données.

* La fonction de gestion permet de consulter l'état et la structure des fichiers, les sources des données, l'historique des fichiers et donne des avertissements utiles pour l'utilisateur.

* La fonction d'édition permet d'afficher, d'imprimer ou d'exporter des tableaux. Il y a deux types de tableaux :

- les tableaux fixes (bilans céréaliers ex-post et prévisionnel)
- les tableaux flexibles.

Ces derniers sont de la forme variable/année, (et variables/pays au niveau du siège) variables/zone. Les variables utilisées peuvent être celles de la centrale ou des variables calculées à partir de celles-ci.

3. Problèmes d'ordre pratique

Cette centrale est un outil de gestion des données qui peut faciliter le contrôle de leur cohérence, leur mise en relation et surtout rendre aisé et rapide leur consultation et leur diffusion.

Il reste qu'elle a ses exigences qui sont :

- la rigueur dans la gestion
- la régularité de la mise à jour et donc la régularité des sources

- l'accessibilité sans exclusive pour les utilisateurs

- la capacité d'adaptation face aux nouvelles exigences.

Si ces exigences ne sont pas satisfaites, elle perd de son utilité et cesse d'être un instrument de gestion des données.

Il est donc nécessaire de consacrer à la gestion de cette centrale les énergies nécessaires à l'instar de ce qui pourrait être fait dans le domaine de la collecte et du traitement des données.

A N N E X E S

ANNEXE I. ANALYSE DES DOMAINES SELON LES SERVICES PRODUCTEURS ET UTILISATEURS

Tableau 1. RESSOURCES HUMAINES

INDICATEURS	PRODUCTION								UTILISATION								APPRECIATION QUALITATIVE								ADEQUATION AUX BESOINS							
	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA
Population totale urbaine							xxx								xxx								xxx								A	
Population totale rurale							xxx		xxx		xx		xxx		xxx	xxx	xx				xx		xx	x	N		P					P
Population rurale active							xxx				xxx				xxx				x				xx		P		P				A	
Population à risques	x				xxx			xx	x				xx			xx	xx				xx			x	N				A			A

Tableau 2. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

INDICATEURS	PRODUCTION								UTILISATION								APPRECIATION QUALITATIVE								ADEQUATION AUX BESOINS							
	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA
Superficies forêts			x								x																					
Superficies pâturages				x								x																				
Superficies cultivables			x								x								x								N					
Superficies irrigables			xx								xx					x			xx								P					
Hauteur des pluies		xxx	xx						xxx	xxx	xx	xx				xx	xxx	xxx	xxx					xxx	N	P	P					A
Fréquence des pluies		xxx	xx						xxx	xxx	xx	x				xx	xxx	xxx	xxx								P					
Niveau d'eau		xxx							xx	xxx	xx					x																
Débit d'eau		xxx								xxx								xxx								P						

SSA : Service Statistiques Agricoles
MET : Service Météorologie et Hydrologie
SAG : Services de l'Agriculture et de l'Environnement
SEL : Service de l'Elevage
OC : Organismes Céréaliers et Structures chargées de la Sécurité Alimentaire
PRO : Organismes des Professionnels
DNS : Directions Nationales de la Statistiques
AA : Agences d'Aide + Structures liées + ONG.

xxx : importante/bonne
xx : moyenne
x : faible/médiocre

A : Adaptée
P : Peu adaptée
N : Non adaptée

A N N E X E I.

ANALYSE DES DOMAINES SELON LES SERVICES PRODUCTEURS ET UTILISATEURS

Tableau 3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

INDICATEURS	PRODUCTION								UTILISATION								APPRECIATION QUALITATIVE								ADEQUATION AUX BESOINS							
	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA
Taux d'accroissement PIB							XX								XX	X							XX	X							A	A
PIB/habitant							XX								XX	X							XX	X							A	A
Revenus ménages							X								X																	
Revenus agricoles																																
Revenus de l'élevage																																
Structure dépenses ménages							X								XX																A	
Indice général des prix							XX								XXX																	

Tableau 4. PRODUCTION ET FACTEURS DE PRODUCTION DU SECTEUR VEGETAL

INDICATEURS	PRODUCTION								UTILISATION								APPRECIATION QUALITATIVE								ADEQUATION AUX BESOINS							
	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA
Suivi des cultures		x	xx						x	x	xx					xx	xx	x	xx					xx								
Situation phytosanitaire		x	xx						x	x	xx					xx	xx		xx					xx								
Superficies cultivées	xxx		xx				x		xxx		xxx						xx		x					xx	A		P					P
Superficies irriguées			xxx						xxx		xxx						xxx		xxx					x	A		P					A
Rendement des cultures	xxx		xx				x		xxx	x	xxx						xxx		xxx					x	A		P					P
Prévis.récoltes céréalières	xxx		xx				x		xxx				xxx			xxx	xx		xxx		xxx		x	xx	A		P		A			A
Volume production agricole	xxx		xx				x		xxx	xxx	xxx		xxx		xxx	xxx	xx		xxx		xxx			xx	A		P		A			P
Intrants : Production			xx																													
Intrants : Importations			x								x				xx																	
Intrants : Utilisation	x		x				x				x																					
Intrants : Prix			x								x				xx																	
Equip. agricole: Production			x																													
Equip.agricole:Importations			x								x				xx																	
Equip. agricole:Utilisation	x		x								x																					
Typologie exploitations																																
Comportement producteurs																																
Coût de production			x								x				x																	

ANNEXE I.

ANALYSE DES DOMAINES SELON LES SERVICES PRODUCTEURS ET UTILISATEURS

5. PRODUCTION ET FACTEURS DE PRODUCTION DU SECTEUR ELEVAGE

INDICATEURS	PRODUCTION								UTILISATION								APPRECIATION QUALITATIVE								ADEQUATION AUX BESOINS							
	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA
Etat des pâturages		X		XX					X			XXX				X	X			X				X	A			P				A
Situation zoo-sanitaire				XXX								XXX								XXX								A				
Effectif du cheptel	X			XX			X					XX								X								P				
Dynamique du troupeau				X								XX								X								P				
Structure du troupeau				XX			X					X								XX								A				
Abattages commerciaux et poids des carcasses				XXX								XX								X								P				
Abattages familiaux																																
Production fourragère				X								XX								X								P				
Aliment bétail : production			X	X			X					XX							XX	XX			XX					A				
Aliment bétail: importations				X								XX								XX								A				
Aliment bétail : prix				X								XX								XX								A				
Produits vétérinaires:Product.				X								X								XX								A				
Produits vétérinaires:Importat.				XX								X								XX								A				
Produits vétérinaires : Prix				XX								X								XX								A				
Equipement				X								X								X								N				
Système d'élevage				X								X								X								N				
Comportement des éleveurs				X								X								X								N				
Coût de production																																

ANNEXE I.

ANALYSE DES DOMAINES SELON LES SERVICES PRODUCTEURS ET UTILISATEURS DES DONNEES

Tableau 6. STOCKAGE ET COMMERCIALISATION DES CEREALES

INDICATEURS	PRODUCTION								UTILISATION								APPRECIATION QUALITATIVE								ADEQUATION AUX BESOINS							
	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA
Stocks publics					xxx			xx	xxx				xxx			xxx	xxx							xxx	A				A			A
Stocks commerçants	x				x			x									xx				xx			x								
Stocks paysans	xxx								xxx								xx								A							A
Capacité de stockage public					xxx								xxx								xxx			xx	A				A			A
Capacité de stockage privé					x																											
Prix du marché(Prod,Consommat.)	xx				xxx			xx	xx				xxx	xx		xxx	xxx				xx	xx		xxx	A				A	P		A
Importations céréales					xx		xx						xx	xx	x	xx																
Prix à l'importation					xx								xx			xxx					xx			xxx					A			A
Circuits de commercialisation					x		x						x																			
Comportement des commerçants																																

ANALYSE DES DOMAINES SELON LES SERVICES PRODUCTEURS ET UTILISATEURS DES DONNEES

Tableau 7. COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

INDICATEURS	PRODUCTION								UTILISATION								APPRECIATION QUALITATIVE								ADEQUATION AUX BESOINS							
	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA
Prix des animaux				xxx	x			x	x			xx	x	x	xx	xx				xx	x			xx				A	A	A		A
Prix des produits animaux				xx			x					x			xx													A				
Offre d'animaux				xxx	x							xx	xx	xx						x	xx							P	A	N		
Importations																																
Exportations				xx								x			xxx					x			x					N			P	
Circuits de commercialisation																																
Comportement des professionnels de l'élevage																																
Prix à l'importation																																

ANNEXE I.

ANALYSE DES DOMAINES SELON LES SERVICES PRODUCTEURS ET UTILISATEURS

Tableau 8. TRANSFORMATION ET CONSOMMATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES

INDICATEURS	PRODUCTION								UTILISATION								APPRECIATION QUALITATIVE								ADEQUATION AUX BESOINS							
	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA	SSA	MET	SAG	SEL	OC	PRO	DNS	AA
Transformation céréales					XX		XX																									
Transformation produits animaux																																
Ratios de consommation							XXX		XX																							
Apports en nutriments																																
Taux d'autoconsommation																																
Niveau de malnutrition					X								X			X																

ANNEXE II.

SYNTHESE DES BESOINS PRIORITAIRES DES UTILISATEURS EN INFORMATION

Tableau 1. RESSOURCES HUMAINES

RUBRIQUES	Type de Politique			Périodicité souhaitée	Niveau de signification géographique	Ordre de priorité
	CT	MT	LT			
1.1. Population totale (UIR)	xx	xx	xx	an/10 ans	National, Régional, Localité	AP
1.2. Population rurale active	xx	xx	x	an/10 ans	National, Régional	AP
1.3. Population à risque	xxx	x		mois/an	Sub-régional	TP
1.4. Migration saisonnière	xx	x		mois/an	Sub-régional	AP
1.5. Population pastorale	x	x	x	10 ans	Sub-régional	PP

xxx : très demandée
xx : assez demandée
x : peu demandée

TP : très prioritaire
AP : assez prioritaire
PP : peu prioritaire

A N N E X E II.

SYNTHESE DES BESOINS PRIORITAIRES DES UTILISATEURS EN INFORMATION

Tableau 2. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

R U B R I Q U E S	Type de Politique			Périodicité souhaitée	Niveau de signification géographique	Ordre de priorité
	CT	MT	LT			
2.1. Superficie agricole utile	x	xx	x	an/5 ans	National/Régional/Sub-régional	AP
2.2. Superficies cultivables	x	xx	x	an/5 ans		AP
2.3. Superficies des forêts	x	xx	x	10 ans	National/Régional	AP
2.4. Superficies irrigables	x	xx	x	10 ans	National/Zone	AP
2.5. Superficies pâturages	x	xx	x	10 ans	National/Régional/Sub-régional	AP
2.6. Superficies désertiques	x	xx	x	an/ans	National	PP
2.7. Hauteurs des pluies	xxx	x	x	sema/décade	Poste/Localité	TP
2.8. Fréquences des pluies	xxx	x	x	sema/décade	Poste/Localité	TP
2.9. Niveau des eaux	xxx	x	x	sema/décade	Station/Localité	TP
2.10. Débits des cours d'eau	xxx	x	x	sema/décade	Station/Localité	AP
2.11. Etat des sols		x	x			PP

xxx : très demandée
xx : assez demandée
x : peu demandée

TP : très prioritaire
AP : assez prioritaire
PP : peu prioritaire

ANNEXE II.

SYNTHESE DES BESOINS PRIORITAIRES DES UTILISATEURS EN INFORMATION

Tableau 3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

RUBRIQUES	Type de Politique			Périodicité souhaitée	Niveau de signification géographique	Ordre de priorité
	CT	MT	LT			
3.1. Produit intérieur brut (PIB)	xx	x	x	an	National	AP/PP
3.2. PIB/habitant	xx	x	x	an	National	AP/PP
3.3. Balance commerciale	xx	xx	x	an	National	AP
3.4. Revenus des ménages	x	xx	x	mois/an	Sub-régional	TP
3.5. Revenus agricoles	xx	xx	x	mois/an	Sub-régional	TP
3.6. Revenus de l'élevage	xx	xx	x	mois/an	Sub-régional	AP
3.7. Dépenses des ménages	x	xx	x	an	Sub-régional	AP
3.8. Prix à la consommation	xxx	xx	x	semestre/mois	Sub-régional	TP
3.9. Exportation/Importation agricole	xxx	x	x	an	National	TP
3.10. Exportation/Import. produits forestiers	x	x	x			PP

ANNEXE II.

SYNTHESE DES BESOINS PRIORITAIRES DES UTILISATEURS EN INFORMATION

Tableau 4. PRODUCTION ET FACTEURS DE PRODUCTION ~~DU SECTEUR ELEVAGE~~ VÉGÉTALE

RUBRIQUES	Type de Politique			Périodicité souhaitée	Niveau de signification géographique	Ordre de priorité
	CT	MT	LT			
4.1. Superficies totales cultivées	xxx	xx	x	an	Sub-régional	TP
4.2. Superficies irriguées	xxx	xx	x	an	Sub-régional	TP
4.3. Rendements des cultures	xxx	xx	x	an	Sub-régional	TP
4.4. Prévision des récoltes céréales	xxx			an	Sub-régional	TP
4.5. Estimation de la production végétal	xx	x	x	an	Sub-régional	TP
4.6. Niveau d'utilisation intrants	xx	x	x	an	Régional	PP
4.7. Prix des intrants	xx	x	x	mois/an	National/régional	AP
4.8. Niveau d'équipement agricole	xx	xx	x	an	Régional/Sub-régional	AP
4.9. Production équipement agricole	x	x	x	an	National	AP
4.10. Import. équipement agricole	xx	xx	x	an	National	PP
4.11. Prix équipement agricole	xx	xx	x	semestre/an	National/Régional/Sub-régional	AP
4.12. Typologie des unités product.	x	x	x	an/3 ans	National/Régional	AP
4.13. Comportement des producteurs	x	x	x	an/3 ans	National/Régional	AP
4.14. Etat des cultures	xxx	x	x	décade/mois	Sub-régional	TP
4.15. Situation phytosanitaire	xxx	x	x	décade/mois	Sub-régional	TP
4.16. Coût de production	xx	xx	x	an	Régional	AP

ANNEXE II.

SYNTHESE DES BESOINS PRIORITAIRES DES UTILISATEURS EN INFORMATION

Tableuau 5. PRODUCTION ET FACTEURS DE PRODUCTION DU SECTEUR ELEVAGE

RUBRIQUES	Type de Politique			Périodicité souhaitée	Niveau de signification géographique	Ordre de priorité
	CT	MT	LT			
5.1. Effectif cheptel	xx	xx	x	an	National/Régional	TP
5.2. Dynamique du troupeau	x	x	x	an	National/Régional	TP
5.3. Structure troupeau	x	x	x	an/5 ans	National/Régional	PP
5.4. Abattages et poids caracasses	x	x	x	mois/an	National/Régional/Sub-régional	AP
5.5. Production animale	x	x	x	an	National/Régional	AP
5.6. Production piscicole	x	x	x		National	AP/PP
5.7. Production apicole	x	x	x	an	National/Régional	AP/PP
5.8. Production de fourrage	x	x	x	an	National/Régional	PP
5.9. Production sous-roduits agricole	x	x	x	an	National/Régional	AP/PP
5.10. Production aliments bétail	xx	x	x	an	National	AP
5.11. Importation aliment bétail	x	x	x	an	National	AP/PP
5.12. Utilisation produits vétérinair	x	x	x	an	National	PP

ANNEXE II.

SYNTHESE DES BESOINS PRIORITAIRES DES UTILISATEURS EN INFORMATION

Tableau 6. STOCKAGE ET COMMERCIALISATION DES CEREALES

RUBRIQUES	Type de Politique			Périodicité souhaitée	Niveau de signification géographique	Ordre de priorité
	CT	MT	LT			
6.1. Stocks publics de céréales	xxx	x	x	mois/trimestre/an	National/Sub-régional	TP
6.2. Stocks commerciaux privés des céréales	xxx	x	x	mois/trimestre/an	National/Régional/Sub-régional	TP
6.3. Stocks paysans de céréales	xxx	x	x	trimestre/an	National/Régional/Sub-régional	TP
6.4. Capacité de stockage du secteur public	x	xx	x	an	Sub-régional	AP
6.5. Capacité de stockage du secteur privé	xx	xx	x	an	Sub-régional	AP
6.6. Prix des céréales	xxx	xx	x	semestre	Sub-régional/Marché	TP
6.7. Import. commerc. de céréales	xxx	xx	x	semestre/an	National	AP
6.8. Aides en céréales importées	xxx	x	x	semestre/an	National	AP
6.9. Excédent/déficit en céréales	xxx	xx	x	semestre/an	National/Régional/Sub-régional	AP
6.10. Circuits commercialisation	xx	xx	x	an	Régional/Sub-régional	AP
6.11. Comportement des commerçants	xxx	x	x	mois/an	Régional/Sub-régional	AP
6.12. Stocks des pays limitrophes	x			trimestre	National	AP
6.13. Capacité d'exportation des pays limitrophes	x			trimestre	National	AP

ANNEXE II.

SYNTHESE BESOINS PRIORITAIRES DES UTILISATEURS EN INFORMATION

Tableau 7. COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

RUBRIQUES	Type de Politique			Périodicité souhaitée	Niveau de signification géographique	Ordre de priorité
	CT	MT	LT			
7.1. Prix des animaux	xxx	x	x	semaine/mois	Sub-régional/Marché	TP
7.2. Prix de la viande	xx	x	x	semaine/mois	Sub-régional/Localité	AP
7.3. Exportation de produits de de l'élevage (animaux, viande)	xx	xx	x	an	National	AP
7.4. Importation de produits aliment. animaux	xx	xx	x	an	National	PP
7.5. Offre d'animaux sur pied	xx	x	x	semaine/mois/an	Sub-régional	AP
7.6. Demande d'animaux sur pied	xx	x	x	semaine/mois/an	Sub-régional	AP
7.7. Demande de viande	xx	x	x	an	National/Sub-régional	PP
7.8. Comportement des commerçants des produits de l'élevage	x	x		semestre/an/5 ans	Sub-régional	AP
7.9. Circuits de commercialisation	x	x	x	an/5 ans		AP

ANNEXE II.

SYNTHESE DES BESOINS PRIORITAIRES DES UTILISATEURS EN INFORMATION

Tableau 8. TRANSFORMATION ET CONSOMMATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES

RUBRIQUES	Type de Politique			Périodicité souhaitée	Niveau de signification géographique	Ordre de priorité
	CT	MT	LT			
8.1. Ratios de consommation de produits	x	x	x	an	National/Régional	AP
8.2. Apports en nutriments	x	x	x	an	National/Régional	AP
8.3. Niveau de malnutrition	xx	xx	x	an	National/Sub-régional	TP
8.4. Coûts transformation des céréales	x	x	x	an	National	TP/AP
8.5. Techniques de transformation produits	x	x	x	an/3 ans	National	PP
8.6. Auto-consommation produits céréaliers	xx	x	x	an	Sub-Régional	AP